

2018
Neuvième Table ronde nationale annuelle pour
la réduction des risques de catastrophe

Faire progresser et mettre en valeur la réduction des risques de catastrophe au Canada

Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DE 2018

ISSN 2562-7864

Partenaires en gestion des urgences en collaboration avec le gouvernement du Canada



Table des matières

Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe.....	2
Programme	3
Résumé des travaux	5
Ouverture de la Table ronde	5
Mots de bienvenue des représentantes des gouvernements fédéral et provincial	5
Discours princial	7
Premier groupe de discussion — Risques liés aux changements climatiques et aux conditions météorologies extrêmes : Comment mobiliser les marchés de capitaux? ...	9
Deuxième groupe de discussion — Leadership intersectoriel pour renforcer et faire progresser la réduction des risques de catastrophe.....	14
Présentation plénière — Cercles d’influence et réduction des risques de catastrophe	19
Séances en petits groupes du Cercle d’influence	20
Secteur privé – financier.....	20
Engagement des jeunes.....	21
Gestion des urgences dans les collectivités autochtones	22
Adaptation aux changements climatiques	24
Clôture de la Table ronde.....	25
Annexe – Évaluation et statistiques	26
Résultats et faits saillants.....	26

Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

La Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe (Plate-forme du Canada) a été créée en juin 2009 dans la foulée de l'engagement du gouvernement du Canada à honorer le Cadre d'action de Hyogo, et au début de 2015, le Canada a adopté le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) ([Cadre d'action de Sendai](#)).

La Plate-forme du Canada vise à : 1) sensibiliser un large public et élaborer une approche intégrée en vue de réduire les risques de catastrophe, 2) resserrer les liens entre les intervenants de l'ensemble de la société, 3) fournir un mécanisme de coordination des activités de réduction des risques de catastrophe dans tous les secteurs, 4) appuyer les intervenants au moyen de politiques, de programmes et de données de recherche pertinents. Pour atteindre ces objectifs, la Plate-forme du Canada réunit des intervenants issus d'un large échantillon de la société, dont le secteur public, le secteur privé, le milieu universitaire, les organismes non gouvernementaux et sans but lucratif, les associations professionnelles et les peuples autochtones.

Au moyen de la Plate-forme du Canada, le gouvernement du Canada affiche un engagement constant à créer des liens importants avec des intervenants, ainsi qu'à exercer un leadership concerté en vue de réduire les risques de catastrophe et ainsi d'accroître la sécurité et la résilience des Canadiens. Pour faciliter les discussions de société sur la réduction des risques de catastrophe, des tables rondes nationales sont organisées chaque année sur la question, dans le cadre de la Plate-forme du Canada, et le public y est admis gratuitement. Neuf Tables rondes ont eu lieu à ce jour :

- 26 octobre 2010 — Fredericton, Nouveau-Brunswick
- 18 octobre 2011 — Ottawa, Ontario
- 23 octobre 2012 — Vancouver, Colombie-Britannique
- 5 novembre 2013 — Regina, Saskatchewan
- 21 octobre 2014 — Toronto, Ontario
- 2 et 3 novembre 2015 — Calgary, Alberta
- 21 et 22 novembre 2016 — Montréal, Québec
- 23 et 24 octobre 2017 — Halifax, Nouvelle-Écosse
- 29 octobre 2018 — Vancouver, Colombie-Britannique

Programme

Heure (HP)	Activité
8 h – 9 h	Inscription
9 h – 9 h 20	Ouverture de la Table ronde Michel C. Doré, Ph. D., professeur agrégé, Université du Québec à Montréal Hanna Guenoun, directrice régionale, Prairies et Territoires du Nord-Ouest, Sécurité publique Canada Gail Sparrow et Morgan Guerin, Aînées, nation Musqueam Margaret George, Aînée, nation Tsleil-Waututh
9 h 20 – 9 h 30	Mot de bienvenue de la représentante du gouvernement fédéral Karen McCrimmon, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
9 h 30 – 9 h 40	Mot de bienvenue de la représentante du gouvernement provincial Becky F. Denlinger, sous-ministre, Emergency Management British Columbia
9 h 40 – 10 h 20	Discours principal Carlos Castillo, administrateur associé, FEMA (Agence fédérale de gestion des situations d'urgence), Resilience, gouvernement des États-Unis d'Amérique
10 h 20 – 10 h 50	Pause-santé et réseautage (démonstration de l'outil GCcollab)
10 h 50 – 11 h	Changement climatique et conditions météorologiques extrêmes – entrée en matière Dilhari Fernando, directrice générale, Direction des politiques, de la planification et des partenariats, Service météorologique du Canada, Environnement et Changement climatique Canada
11 h – 12 h	Risques liés aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes : Comment mobiliser les marchés de capitaux? Blair Feltmate, Ph. D., chef, Intact Centre on Climate Adaptation, Université de Waterloo David McGown, vice-président principal, Initiatives stratégiques, Bureau d'assurance du Canada Susan McGeachie, directrice internationale, services liés aux changements climatiques et à la durabilité, Hatch Ltd. Tania Caceres, directrice, RiskNexus
12 h – 13 h	Dîner et réseautage

13 h – 14 h	<p>Leadership intersectoriel pour renforcer et faire progresser la réduction des risques de catastrophe</p> <p>Sarah Sargent, vice-présidente, Programmes opérationnels canadiens, Croix-Rouge canadienne</p> <p>Katie McPherson, dirigeante principale de la résilience, Ville de Vancouver, initiative des 100 villes résilientes</p> <p>Jessica Shoubridge, dirigeante, Thrive Consulting, et directrice, Earthquake Engineering Research Institute, division de la Colombie-Britannique</p> <p>David Diabo, Assemblée des Premières Nations</p> <p>Nigel Deans, représentant jeunesse, adjoint à la recherche, ResiliencebyDesign Laboratory</p>			
14 h – 14 h 30	<p>Cercles d'influence et réduction des risques de catastrophe</p> <p>Arjun Vinodrai, directeur, Politiques stratégiques, Secteur de la gestion des urgences et des programmes, Sécurité publique Canada</p> <p>Michel C. Doré, Ph.D., professeur agrégé, Université du Québec à Montréal</p>			
14 h 00 – 15 h	<p>Pause-santé et réseautage (démonstration de l'outil GCcollab)</p>			
15 h – 16 h 10	<p>Cercle d'influence</p> <p>Séance 1 : Secteur privé – financier</p> <p>Chris Rol, Bureau d'assurance du Canada</p> <p>Murray Journeay, Ph.D., Commission géologique du Canada</p>	<p>Cercle d'influence</p> <p>Séance 2 : Engagement des jeunes</p> <p>Tiffany Hill, adjointe à la recherche, Université Royal Roads</p>	<p>Cercle d'influence</p> <p>Séance 3 : Gestion des urgences dans les collectivités autochtones</p> <p>David Diabo, Assemblée des Premières Nations</p> <p>Dan Peters, Congrès des peuples autochtones</p> <p>Laurie Pearce, Ph.D., Justice Institute of British Columbia</p>	<p>Cercle d'influence</p> <p>Séance 4 : Adaptation aux changements climatiques</p> <p>Monica Harvey, Ressources naturelles Canada</p> <p>Chris Jennings, Ressources naturelles Canada</p> <p>Jodi Manz-Henezi, Ph.D., Institut de technologie du Nord de l'Alberta</p>
16 h 10 – 16 h 40	<p>Compte rendu des séances des Cercles d'influence</p>			
16 h 40 – 17 h	<p>Mot de clôture</p> <p>Patrick Tanguy, sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion des urgences et des programmes, Sécurité publique Canada</p> <p>Syexwaliya, Aînée, nation Squamish</p>			

Résumé des travaux

Neuvième Table ronde nationale sur la réduction des risques de catastrophe

Hôtel Sheraton Vancouver Wall Centre
Vancouver (Colombie-Britannique)
Lundi 29 octobre 2018
De 9 h à 17 h, heure du Pacifique

Ouverture de la Table ronde

Les maîtres de cérémonie sont Michel C. Doré, Ph.D., professeur agrégé à l'Université du Québec à Montréal et coprésident du Comité directeur de la Plate-forme du Canada, et Hanna Guenoun, directrice régionale des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest à Sécurité publique Canada. M^{me} Guenoun souligne d'entrée de jeu que les participants à la Table ronde se réunissent dans le territoire des Salish de la côte, plus particulièrement des nations Musqueam, Squamish, Stó:lō et Tsleil-waututh. Les Aînées Gail Sparrow et Morgan Guerin, de la nation Musqueam, et l'Aînée Margaret George, de la nation Tsleil-waututh, prononcent ensemble un mot de bienvenue traditionnel.

Après l'hymne national, M. Doré et M^{me} Guenoun présentent le thème de la Table ronde, « Faire progresser et mettre en valeur la réduction des risques de catastrophe au Canada ». Ils exposent les objectifs de la Table ronde, soit examiner les pratiques exemplaires de collaboration entre les secteurs afin de réduire les risques de catastrophe; amener les réseaux actuels à travailler à des objectifs communs; explorer les liens entre la réduction des risques de catastrophe et d'autres priorités connexes telles que l'adaptation aux changements climatiques, la gestion des urgences dans les collectivités autochtones et l'engagement des jeunes. Enfin, M. Doré signale que la Table ronde partage les lieux avec le [15^e Symposium annuel du Réseau canadien d'étude des risques et dangers](#) et la [conférence de 2018 sur la préparation aux situations d'urgence et la continuité des opérations](#).

Mots de bienvenue des représentantes des gouvernements fédéral et provincial

Karen McCrimmon, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, prononce un message vidéo au nom du gouvernement du Canada. M^{me} McCrimmon souhaite la bienvenue aux participants et souligne le nombre impressionnant de partenaires qui travaillent à des mesures nouvelles et innovatrices en vue de réduire les risques de catastrophe et de donner suite aux priorités du Cadre d'action de Sendai.

« Nous devons tout faire pour amener les membres de notre société qui en sont capables à contribuer, aussi bien avant qu'après une catastrophe. »

M^{me} McCrimmon indique que les discussions ne sauraient tomber plus à point étant donné les catastrophes de plus en plus graves, fréquentes et coûteuses. En plus du thème de la Table ronde, qui illustre le désir du gouvernement de voir toute la société collaborer à la réduction des risques de catastrophe, la secrétaire parlementaire mentionne que Sécurité publique Canada s'attaque avec ses partenaires à des priorités importantes en matière de gestion des urgences, dont : amélioration continue du [Système national d'alertes au public](#), une nouvelle stratégie de gestion des urgences que le gouvernement du Canada dévoilera en 2019; aide aux victimes d'inondation dans le cadre du [Programme national d'atténuation des catastrophes](#); investissement récemment annoncé de deux milliards de dollars dans de grands projets de résilience des infrastructures aux changements climatiques qui s'inscrit dans le [Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes](#) d'Infrastructure Canada.

Becky F. Denlinger, sous-ministre, Emergency Management British Columbia, prononce un mot de bienvenue au nom du gouvernement de la Colombie-Britannique. M^{me} Denlinger remercie les participants de leur présence, signalant que chacun d'eux constitue le fondement d'une action positive. Elle ajoute que l'importance que la Table ronde accorde à l'adaptation aux changements climatiques et à la gestion des urgences dans les collectivités autochtones concorde bien avec les priorités du gouvernement provincial.

La sous-ministre Denlinger signale que la Colombie-Britannique a connu des saisons record d'inondations et de feux de forêt en 2017, puis à nouveau en 2018. En 2018, les feux de forêt dans la province ont consumé 1,3 million d'hectares de terres boisées et touché toutes les régions, et ils ont eu de vastes conséquences sur la santé économique, physique et psychologique. Ces feux de forêt, comme la plupart des catastrophes, ont eu un effet disproportionné sur les personnes handicapées, les personnes âgées, les gens vivant dans la pauvreté et les Autochtones.

« La réduction des risques de catastrophe est une responsabilité partagée à laquelle nous devons tous travailler pour opérer un changement positif. »

Puisque les inondations et les feux de forêt dévastateurs continueront de s'aggraver, M^{me} Denlinger annonce que le gouvernement provincial a officiellement

adopté le Cadre d'action de Sendai en octobre 2018, et il a pris le même engagement que le gouvernement du Canada à l'égard de la [Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies](#). Elle indique que l'harmonisation du cadre de gestion des urgences de la province au Cadre d'action de Sendai représente une étape importante de la réduction des risques de catastrophe.

Discours principal

Patrick Tanguy, sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion des urgences et des programmes, Sécurité publique Canada, présente le conférencier à la Table ronde, Carlos Castillo, administrateur associé de FEMA Resilience. Il indique que depuis longtemps le Canada et les États-Unis mettent leurs ressources en commun pour intervenir en cas de catastrophe.

Le discours de M. Castillo porte sur les récentes restructurations faites à la FEMA (Agence fédérale de gestion des situations d'urgence) pour accentuer la réduction des risques de catastrophe aux États-Unis. Comme la Colombie-Britannique, les États-Unis ont connu un nombre record de catastrophes en 2017 et en 2018. Tirant des leçons de la saison des ouragans dans l'Atlantique en 2017 et se préparant à de nouvelles catastrophes, la FEMA vient de mettre au point une stratégie en trois volets qui vise : 1) l'établissement d'une culture de protection civile; 2) la préparation des États-Unis aux grandes catastrophes; 3) la simplification des programmes de l'Agence.

Soucieux d'appliquer cette stratégie, le président des États-Unis a signé en octobre 2018 la [Disaster Recovery Reform Act of 2018](#) (loi sur la réforme de la reprise après sinistre de 2018). La loi comporte des changements importants à la façon dont la FEMA gère les catastrophes, notamment la création du programme de subventions en vue d'atténuer les effets d'une éventuelle catastrophe sur l'infrastructure publique nationale (programme de subventions). Le programme de subventions finance des projets d'infrastructure publique qui augmentent la résilience de la collectivité en prévision des catastrophes. Auparavant, les fonds affectés aux subventions visant à atténuer à l'avance les effets d'une catastrophe dépendaient des crédits du Congrès qui variaient d'une année à l'autre. Le nouveau programme de subventions est financé en permanence à raison de 6 % des sommes consacrées chaque année au fonds de secours en cas de catastrophe. Cela assure un mécanisme de financement plus constant des subventions visant la réduction des risques de catastrophe aux États-Unis.

Dernièrement, la FEMA s'est dotée d'une nouvelle division qu'elle a nommée [FEMA Resilience](#). Celle-ci réunit différentes sections de la FEMA vouées à l'assurance, l'atténuation, la préparation, la continuité et les programmes de subventions. M. Castillo

fait ressortir certains travaux réalisés par FEMA Resilience à l'appui de la stratégie. S'inspirant en partie des résultats d'une étude du National Institute of Building Sciences, qui a révélé qu'en moyenne chaque dollar affecté à des subventions fédérales à des fins d'atténuation générera six dollars d'économies, la FEMA a mis au point un guide des subventions proposées par tous les départements et organismes du gouvernement, en plus de simplifier les investissements dans le cadre de la [stratégie nationale provisoire de réduction des investissements](#).

FEMA Resilience s'emploie aussi à éliminer le défaut d'assurance, ou l'écart entre les biens assurés et les biens assurables. M. Castillo soutient que même si l'assurance est le meilleur outil de reprise après sinistre sur le marché, les États-Unis enregistrent à l'heure actuelle le plus grand défaut d'assurance au monde. D'ici à 2022, la FEMA entend doubler le nombre de polices d'assurance inondation au pays, pour atteindre les 10 millions. M. Castillo évoque d'autres travaux de FEMA Resilience, par exemple, pour préparer le public et les collectivités à des catastrophes, et pour instaurer un nouveau processus d'inspection simplifié servant à évaluer les dommages après une catastrophe.

M. Castillo répond ensuite aux questions des participants à la Table ronde. Sur la façon de prendre en considération l'inabondabilité en vue de tenter d'éliminer le défaut d'assurance, M. Castillo répond qu'une approche consisterait à rendre les assurances plus rentables, tandis qu'une autre serait d'encourager une préparation financière à la gestion des urgences. À cette fin, la FEMA a récemment conçu une [trousse d'aide financière en cas d'urgence](#).

En réponse à une autre question, M. Castillo parle des [équipes d'intégration de la FEMA](#) (EIF). Le programme des EIF fait travailler des employés de la FEMA avec des partenaires locaux, tribaux, territoriaux et d'État, afin d'améliorer le service à la clientèle de la FEMA, l'efficacité d'exécution des programmes de l'Agence et la coordination intergouvernementale. À l'heure actuelle, trois États ont accepté de faire partie du programme des EIF, et d'autres devraient suivre sous peu. Les participants à la Table ronde signalent que l'adoption d'un programme similaire au Canada pourrait être utile, par exemple, pour intégrer des experts de l'adaptation aux changements climatiques à différents ministères fédéraux et provinciaux.

Premier groupe de discussion — Risques liés aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes : Comment mobiliser les marchés de capitaux?

Pour lancer les discussions du premier groupe à la Table ronde, Dilhari Fernando, directrice générale, Direction des politiques, de la planification et des partenariats au Service météorologique du Canada, fait le point sur les conditions météorologiques extrêmes et les risques qu'elles représentent.

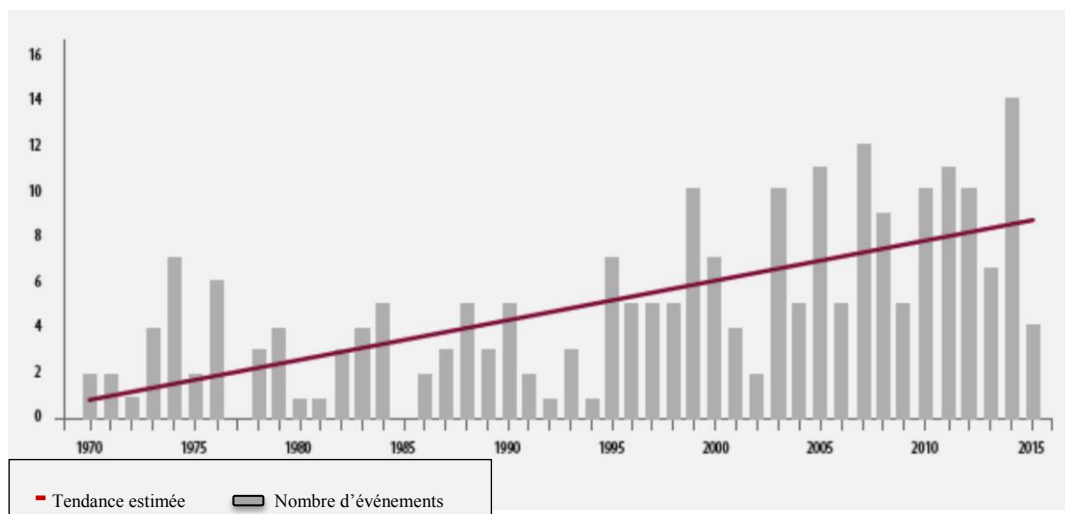
Les risques pour l'environnement occupent en priorité le paysage mondial des risques. Selon les résultats du [sondage sur la perception du risque à l'échelle mondiale de 2017-2018](#) – un exercice annuel du Forum économique mondial par lequel quelque 1 000 experts évaluent les probabilités et les effets des menaces mondiales sur une période de 10 ans – les catastrophes attribuables aux conditions météorologiques extrêmes étaient les plus susceptibles de se produire et, après les armes de destruction massive, leurs effets sont les plus dévastateurs. Dans son rapport d'octobre 2018 sur le [réchauffement planétaire de 1,5 °C](#), le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies a surligné l'importance des conditions météorologiques extrêmes comme risque mondial.

Au Canada, les catastrophes liées aux conditions météorologiques extrêmes se manifestent de différentes façons : les ondes de tempête menacent la vie marine et la navigation; les pluies torrentielles causent des inondations et des glissements de terrain; la sécheresse limite la production agricole et crée des conditions propices aux feux de forêt; les longues périodes de chaleur et de froid mettent à rude épreuve le réseau électrique et génèrent des problèmes de santé, surtout chez les plus vulnérables.

Les conditions météorologiques extrêmes peuvent être assorties de divers facteurs déterminants, comme la température, l'humidité, la pression atmosphérique, la vitesse et la direction du vent. La modélisation du climat montre que les changements climatiques risquent d'accroître la fréquence et l'intensité de certaines conditions météorologiques extrêmes. M^{me} Fernando parle ensuite des importantes perturbations économiques et sociales que causent les conditions météorologiques extrêmes en citant les tornades du 21 septembre 2018 à Ottawa (Ontario) et Gatineau (Québec). Elle signale que ces collectivités se reconstruisent et note l'importance de l'engagement de toute la société et de toutes les générations.

En plus des effets importants des conditions météorologiques extrêmes sur l'être humain, M^{me} Fernando conclut en signalant que leurs répercussions économiques prennent de l'ampleur et frappent tous les secteurs. Selon le Bureau d'assurance du Canada, les règlements d'assurance de biens et d'assurance multirisque ont considérablement augmenté depuis quelques années. De 1983 à 2008, les assureurs ont versé quelque 400 millions de dollars par an en indemnités, mais de 2009 à 2017, ce montant frôlait en moyenne chaque année 1,8 milliard de dollars.

Tous les ordres de gouvernement assument le coût des catastrophes. Le graphique qui suit illustre le nombre de catastrophes naturelles qui, au Canada entre 1970 et 2015, ont nécessité le versement d'une indemnité aux provinces et aux territoires dans le cadre des [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#). Selon le graphique, le nombre moyen de catastrophes pour lesquelles le gouvernement fédéral a dû verser une aide financière a régulièrement augmenté jusqu'à aujourd'hui.



Source : Évaluation 2016-2017 des Accords d'aide financière en cas de catastrophe, Sécurité publique Canada

Blair Feltmate, Ph.D., chef, Intact Centre on Climate Change, Université de Waterloo, lance les discussions sur la façon de mobiliser les marchés de capitaux face aux risques liés aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes. Les marchés de capitaux – assureurs, sociétés privées, investisseurs, etc. – s'intéressent particulièrement à la question des changements climatiques et des conditions météorologiques extrêmes, car elle menace directement le développement économique durable, sans lequel la croissance à long terme est impossible. Le groupe de discussion se penche sur deux questions : Que font déjà les marchés de capitaux pour contribuer à gérer le risque lié aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes, et comment la communauté de la réduction des risques de catastrophe attire-t-elle leurs investissements?

David McGown, vice-président principal, Initiatives stratégiques, Bureau d'assurance du Canada, insiste tout d'abord sur le fait que l'industrie de l'assurance des particuliers et des entreprises (p-e) joue un rôle important dans l'adaptation aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes, puisque l'assurance est un des principaux moyens de transférer le risque financier de la population au secteur privé. L'industrie de l'assurance des p-e comptait parmi les premières à réaliser les risques connexes, lorsque les coûts des catastrophes des dernières années ont fait un bond considérable. Comme M^{me} Fernando, M. McGown signale que les coûts actuels des catastrophes assurables tournent en moyenne autour de 1,8 milliard de dollars par an au Canada. À l'échelle mondiale, les coûts annuels atteignent plus ou moins 190 milliards de \$ US.

Même si l'industrie de l'assurance des p-e peut jusqu'à un certain point investir dans des projets de longue haleine, des efforts concertés sont déployés depuis quelques années pour commercialiser des outils d'investissement capables d'aider les consommateurs à gérer les risques associés aux catastrophes. Depuis 2014, par exemple, les assureurs au Canada proposent de plus en plus de polices d'assurance résidentielle contre les inondations. M. McGown ajoute que deux villes au Canada – Toronto et Calgary – ont maintenant recours à des polices d'assurance pour protéger leurs contribuables contre le risque de catastrophe.

D'autres options innovatrices de financement de l'assurance en vue de s'adapter aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes commencent aussi à se répandre. À titre d'exemple, les assureurs du monde entier offrent davantage d'obligations pour risque de catastrophe. Ces obligations sont émises par des sociétés d'assurance ou de réassurance qui partagent ainsi les risques associés aux conditions météorologiques extrêmes avec toute la communauté des investisseurs. Ces obligations sont assorties d'une condition spéciale, selon laquelle si l'émetteur essuie une perte à la suite d'une catastrophe prédéfinie, alors son obligation de verser des intérêts ou de rembourser le capital est repoussée ou entièrement éliminée. En échange de ce risque supplémentaire, les investisseurs reçoivent un taux d'intérêt plus élevé que la plupart des autres obligations. Au premier trimestre de 2017, la valeur totale du marché des obligations pour risque de catastrophe était estimée à 2,5 milliards de \$ US. M. McGown fournit d'autres exemples. Dernièrement, l'assureur mondial SwissRe a lancé une police d'assurance qui protège un récif de corail des Caraïbes en couvrant ses coûts de restauration et de conservation, mettant ainsi toute la région à l'abri d'une baisse du tourisme si jamais le corail se raréfiait.

Susan McGeachie, directrice internationale, services liés aux changements climatiques et à la durabilité, Hatch Ltd., signale que, dans leurs pratiques

opérationnelles, les entreprises privées tiennent de plus en plus compte du risque lié aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes, ajoutant que le [Groupe de travail sur les informations financières à fournir relativement aux changements climatiques](#) (GTIFCC) illustre l'intérêt actuel. Le GTIFCC met au point un cadre facultatif que les entreprises peuvent utiliser pour divulguer leurs risques liés aux conditions météorologiques selon une méthode uniforme qui correspond aux besoins des investisseurs. Dans l'année qui a suivi son lancement, 460 entreprises se sont prévaluées de l'initiative, ce qui représente une capitalisation de marché globale combinée de 7,9 billions de \$ US. De plus, 40 gouvernements et autres organismes ont adhéré à l'initiative.

M^{me} McGeachie dit que même si le GTIFCC a contribué à mettre le risque lié aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes au cœur des discussions en salle de réunion, on peut en faire encore plus. Le financement des possibilités de revenus est actuellement beaucoup plus facile à obtenir que celui de la réduction des risques axée sur l'évitement de coûts, surtout si les initiatives portent sur les changements climatiques et la durabilité. Même si les solutions innovatrices de financement comme les obligations pour risque de catastrophe peuvent accroître l'affectation de ressources financières, ces obligations et les obligations vertes – réservées spécialement à l'atténuation des changements climatiques, aux mesures d'adaptation et à d'autres projets ayant des avantages environnementaux – ne représentent qu'une petite fraction du marché obligataire global. En outre, un nombre encore plus restreint d'obligations vertes appuie des projets qui ne seraient pas autrement financés. M^{me} McGeachie conclut en disant que des secteurs à fort potentiel de réduction des risques associés aux changements climatiques, comme l'aménagement durable des terres, demeurent largement sous-financés. Les nouvelles obligations conçues pour combler cet écart ne sont toujours pas assorties de critères définis, et elles n'attirent donc pas les investisseurs.

Tania Caceres, directrice, RiskNexus, parle de possibilités d'investissement reliées aux conditions climatiques actuellement offertes au Canada, et de ce que la communauté de la réduction du risque de catastrophe devrait faire pour attirer les investissements des marchés de capitaux. Il existe certainement des possibilités d'investissement. En croissance au Canada, le marché des obligations vertes était évalué à 155 milliards de dollars en 2017 et, en 2020, sa valeur devrait atteindre le billion de dollars. En avril 2018, par exemple, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a émis 1,2 milliard de dollars d'obligations vertes.

Ces nouveaux capitaux visent de nouvelles possibilités d'investissement, mais que veulent les marchés de capitaux désireux d'investir? M^{me} Caceres explique que les

marchés de capitaux cherchent en premier lieu à réduire l'incertitude ou le risque idiosyncrasique. La dépolitisation des changements climatiques contribuera à créer le type d'environnement stable que les investisseurs institutionnels recherchent avidement pour investir dans des projets d'adaptation aux changements climatiques à long terme, comme les grands projets d'infrastructure. Deuxièmement, ce qui pose tout autant de difficulté, ces investisseurs cherchent à financer des projets de grande envergure de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars. Cette envergure est particulièrement difficile à atteindre au Canada, alors il serait bon de songer à regrouper des projets de résilience aux changements climatiques pour attirer de grands investisseurs. Troisièmement, les marchés de capitaux souhaitent contrôler la gestion des investissements à grande échelle, afin de conserver le plus de contrôle possible et de réduire le risque.

M. Feltmate explique le besoin d'inviter des représentants des marchés de capitaux aux prochaines Tables rondes, afin de discuter avec eux de la réduction des risques de catastrophe. Même si les marchés comprennent mal comment les risques liés aux changements climatiques se manifesteront concrètement dans tous les secteurs opérationnels, cette connaissance est essentielle afin d'approfondir les discussions sur les investissements.

Les panélistes répondent aux questions du public. Ils admettent que le lancement récent du [Groupe d'experts sur la finance durable](#) au Canada a été une mesure bien accueillie pour mieux comprendre le risque lié aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes dans les marchés de capitaux, surtout qu'un des défis au pays est le manque de normes universelles pour évaluer les risques liés aux changements climatiques. Une telle normalisation contribuerait pour beaucoup à attirer des investissements.

Les panélistes répondent ensuite à une question sur l'utilisation de mécanismes organisationnels pour s'attaquer à l'effet disproportionné des catastrophes sur les pauvres. M^{me} McGeachie donne un exemple de financement innovateur récent. En septembre 2018, le sommet mondial sur l'action climatique a inauguré le [partenariat Global Green Bond Partnership](#). Les partenaires investiront dans des obligations vertes à l'échelle mondiale, y compris dans les pays en développement, afin de raffermir la confiance à l'égard de l'émetteur et d'encourager d'autres investissements en retour. On suggère que ces obligations pourraient être regroupées et souscrites plusieurs fois, de façon à encourager un investissement à plus grande échelle.

Les panélistes s'attaquent ensuite à la dernière question : Comment la communauté de la réduction des risques de catastrophe peut-elle encourager l'industrie

de l'assurance à financer directement la recherche sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques? M. McGown admet l'importance de la recherche, et signale que des études commanditées sont déjà amorcées; à titre d'exemple, le Bureau d'assurance du Canada a récemment financé une étude de l'Intact Centre on Climate Change sur les infrastructures naturelles comme mesures d'adaptation aux inondations. M^{me} Caceres indique que l'élaboration de stratégies d'adaptation aux changements climatiques qui affichent un vigoureux rendement de l'investissement – de 6,5 % à 8,5 % chaque année – est un moyen indéniable d'attirer les investissements.

Deuxième groupe de discussion — Leadership intersectoriel pour renforcer et faire progresser la réduction des risques de catastrophe

Après le dîner, Sarah Sargent, vice-présidente, Programmes opérationnels canadiens à la Croix-Rouge canadienne, lance le débat sur le leadership entourant la réduction des risques de catastrophe. Le groupe formé de quatre professionnels de la gestion des urgences à différents niveaux a examiné la façon de faire progresser les travaux de collaboration intersectorielle pour favoriser la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques. M^{me} Sargent signale que la réduction des risques de catastrophe exige la collaboration de la société en entier; aucun acteur ni aucune solution ne peuvent seuls donner suite à ces priorités. M^{me} Sargent pose quatre questions auxquelles les panélistes répondent à tour de rôle.

Q : Que signifie pour vous une approche de société à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation aux changements climatiques?

Nigel Deans, représentant jeunesse, adjoint à la recherche chez ResiliencebyDesign Laboratory, croit qu'une approche de société appellerait tous les secteurs à étudier les moyens de réduire les effets des catastrophes, y compris les groupes depuis toujours exclus de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques. Il souligne que les jeunes méritent particulièrement une plus grande attention. Le Cadre d'action de Sendai reconnaît que les catastrophes et les changements climatiques ont des effets beaucoup plus grands et durables sur les jeunes, qui sont pourtant souvent écartés des prises de décisions sur les questions climatiques. Même si les jeunes n'ont pas autant d'expérience que ceux qui travaillent depuis longtemps dans les domaines des changements climatiques et de la gestion des urgences, il ne faut pas oublier qu'ils ne sont pas limités par cette expérience et qu'ils pourraient donc poser un regard nouveau sur des problèmes

persistants et tenaces. M. Deans ajoute que les jeunes sont particulièrement habiles avec la technologie et peuvent mettre cet avantage comparatif au profit de tous.

Dans le même ordre d'idées que M. Deans, Katie McPherson, dirigeante principale de la résilience, Ville de Vancouver, initiative des 100 villes résilientes, définit l'approche de société comme une mesure qui intègre tout le monde au processus décisionnel, et à la compréhension et l'analyse des effets des catastrophes et des changements climatiques. À l'heure actuelle, selon M^{me} McPherson, la menace que font peser les catastrophes et les conditions météorologiques extrêmes découlant des changements climatiques ne tient pas compte des préoccupations quotidiennes de nombreux Canadiens, même si les systèmes sociaux et économiques qui ont provoqué cet état de risque élevé sont ceux-là mêmes qui perpétuent les iniquités. Plus les communautés de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques aident les Canadiens à relier les risques associés aux changements climatiques ou aux catastrophes aux mêmes systèmes qui sous-tendent les iniquités, plus grandes sont les chances de succès d'une démarche de société. Si les deux problèmes ne sont pas examinés simultanément, aucun des deux ne sera résolu.

David Diabo, de l'Assemblée des Premières Nations, dit qu'une approche de société doit s'adapter à la collectivité et à la culture, afin d'examiner la situation unique des collectivités des Premières Nations. Pour être un succès, la gestion des urgences doit reposer sur la collaboration, et les collectivités des Premières Nations comprennent qu'elles ne peuvent élaborer des stratégies isolément; malgré cela, M. Diabo affirme qu'une approche distincte les aiderait à se sortir d'une position de désavantage relatif. Il importe aussi de signaler que les collectivités des Premières Nations se sont toujours adaptées à des environnements sociaux et naturels étrangers et que, par conséquent, elles sont très entraînées à la résilience. Elles ont beaucoup à offrir en cette matière.

Jessica Shoubridge, dirigeante, Thrive Consulting, et directrice du Earthquake Engineering Research Institute, division de la Colombie-Britannique, fait écho aux propos de ses pairs. Son travail consiste à établir des liens de compréhension entre les diverses disciplines, dont la planification de l'utilisation du sol, la gestion des situations d'urgence, la gestion de biens et l'ingénierie. Les tribunes comme la présente Table ronde fournissent une occasion de combler ces fossés, d'amener les secteurs à voir au-delà de leurs préjugés et de chercher un terrain d'entente.

[Q : Compte tenu du rôle principal de la collaboration dans la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques, et selon votre](#)

expérience, quelles approches recommanderiez-vous pour établir des réseaux de soutien inclusifs et une collaboration intersectorielle?

M. Diabo dit que, d'après son expérience, l'établissement de réseaux de soutien inclusifs et la collaboration intersectorielle impliquent la tenue d'événements nationaux et régionaux comme la Table ronde, ainsi que la création de liens en vue de comprendre que les catastrophes et les changements climatiques touchent tout le monde.

M^{me} McPherson signale que son expérience de la gestion des urgences à la Ville de Vancouver lui a appris que les solutions valables à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation aux changements climatiques prennent souvent naissance à un micro-niveau, soit dans les quartiers et des cercles plus restreints. À ce niveau, les gens de la place fournissent des occasions d'apprendre à gérer les risques associés aux changements climatiques tout en stimulant la prise de mesures; à l'inverse, l'élaboration de solutions sans mener des consultations locales entraîne le désengagement.

M^{me} McPherson fait aussi écho aux commentaires de M. Diabo, à savoir que l'expérience de vie des groupes vulnérables comme les Autochtones et les nouveaux arrivants peut nous en apprendre beaucoup sur la résilience.

M^{me} Shoubridge signale que la Ville de Vancouver s'inquiète des taux d'isolement social de ses résidents. Or, le type d'activités de réseautage en vue de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques que les autres panélistes et elles prônent pourrait être un excellent moyen de réduire les obstacles. M^{me} Shoubridge explique aussi que, d'après son expérience, un excellent moyen de mobiliser d'autres personnes consiste à miser sur les possibilités plutôt que sur les risques et les conséquences. Il faudrait consacrer davantage de ressources financières à la consultation des intervenants sur la réduction des risques de catastrophe, et veiller à ce que chaque secteur soit représenté. Bien souvent, par exemple, d'importants intervenants comme les secteurs du développement, de la finance et de la construction, sont absents.

M. Deans signale que le discours sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques doit être plus accessible et évocateur pour encourager la constitution de réseaux et la collaboration. Selon lui, par exemple, de fonder la discussion sur les possibilités plutôt que sur les risques et les conséquences a bien fonctionné auprès des jeunes après les récentes inondations en Alberta. M. Deans ajoute que le fait d'inviter des groupes marginalisés à des tribunes déjà existantes représente un bon pas vers l'avant, mais il reste encore beaucoup à accomplir pour les inclure dans le processus décisionnel. M^{me} Sargent conclut en demandant aux participants de songer à ce qui les a poussés à prendre part à la Table ronde et à

d'autres activités similaires; la compréhension de ces facteurs pourrait optimiser à l'avenir les possibilités de discussion.

Q : Comment arrivez-vous à établir une orientation et des objectifs communs et à maintenir l'élan?

M^{me} McPherson signale l'importance de rallier de nombreux ordres de gouvernement à un projet donné afin de maintenir l'élan imprimé. Dernièrement, par exemple, la Ville de Vancouver, Ressources naturelles Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique ont travaillé en partenariat à l'élaboration d'une évaluation exhaustive du risque sismique à Vancouver et dans les régions avoisinantes. Pour maintenir l'élan, il est important que les partenaires s'efforcent d'entraîner d'autres joueurs dans la discussion, surtout des propriétaires d'immeuble et des résidents. M^{me} McPherson ajoute qu'il sera important d'accueillir l'échec au moment de concevoir des solutions pour ralentir la fréquence des changements climatiques. Pour maintenir l'élan devant un problème aussi vaste et complexe, il faut permettre à chacun de connaître l'échec et d'apprendre à répétition.

M. Diabo souligne l'importance de personnaliser le risque et les objectifs afin de maintenir l'élan. À titre d'exemple, de nombreuses collectivités des Premières Nations sont motivées par les changements visibles dans leurs environnements naturels. M. Diabo félicite Sécurité publique Canada du travail qu'elle fait pour attirer des membres des Premières Nations à ces événements dans le but de maintenir l'élan, mais il fait remarquer que les Inuits et les Métis doivent participer en plus grand nombre. M^{me} Shoubridge dit que les indicateurs et les incitatifs sont des outils utiles à l'établissement d'objectifs, à la détermination de l'orientation à prendre et au maintien de l'élan. L'élaboration d'une série universelle d'indicateurs de la réduction des risques pourrait contribuer à orienter tout le monde dans la même direction; de même, le fait de tracer un portrait opérationnel commun du risque au moyen d'un portail d'information ouvert et accessible contribuera à établir des politiques fondées sur une compréhension mutuelle. Enfin, M^{me} Shoubridge signale qu'il faut se doter de nouveaux mécanismes de gestion du risque afin de faciliter la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai dans la province, maintenant qu'il est officiellement adopté.

M. Deans conclut en disant que le Cadre d'action de Sendai fournit déjà une orientation commune. Le problème n'est pas d'établir une orientation commune, mais plutôt de traduire le Cadre d'action de Sendai et d'autres cadres connexes en des objectifs concrets auxquels les gens sont sensibles. Les communautés de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques doivent

comprendre les priorités des gens, puis s'employer à les relier au Cadre d'action de Sendai s'ils veulent maintenir l'élan.

Q : Quel message clé aimeriez-vous que les gens retiennent pour les séances en petits groupes de cet après-midi, où ils discuteront des occasions de tirer parti des tribunes existantes pour faire progresser le programme du Canada de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques?

M. Diabo demande aux membres des Premières Nations présents à la Table ronde de saisir les occasions de réseautage et de participer à la séance en petits groupes sur la gestion des urgences dans les collectivités autochtones. M. Deans rappelle aux participants que les jeunes et d'autres groupes qui se butent à des obstacles ne sont pas que des cases en attente d'être cochées. Les jeunes sont énergiques, optimistes, motivés et, dans certains cas, ils ont les compétences technologiques nécessaires pour créer un changement rapide fondé sur des données probantes.

M^{me} Shoubridge demande aux participants de s'attaquer aux questions suivantes pendant les séances en petits groupes : Quel mécanisme de gouvernance convient le mieux à la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai en Colombie-Britannique et dans l'ensemble du Canada? Une table ronde régionale sur la résilience serait-elle la voie à suivre? Pour sa part, M^{me} McPherson indique que les Canadiens vivent à une époque où la confiance entre les gens et à l'endroit du gouvernement s'amenuise, ce qui complique de façon exponentielle la gestion des crises. Comment pouvons-nous ensemble établir la confiance – un exercice certes lent – tout en reconnaissant que nous devons accélérer la cadence? M^{me} McPherson signale que les actuelles structures de gouvernance rendent la chose impossible.

Les panélistes répondent ensuite aux questions du public. Selon le [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#), il reste 12 ans avant que les effets conjugués des changements climatiques deviennent irréversibles. Si l'argent n'était pas une option, comment pourrait-on réduire les risques de catastrophe et nous adapter aux changements climatiques? M. Deans répond à la question du point de vue des jeunes. Il faudrait investir davantage et plus tôt dans la sensibilisation des jeunes aux changements climatiques, car les renseignements sont actuellement difficiles d'accès. Cette sensibilisation devrait se fonder sur une pensée plus critique, afin d'aider les jeunes à distinguer les éléments de preuve de leur interprétation, ou les nouvelles des soi-disant « fausses nouvelles » en cette ère de post-vérité.

M. Feltmate demande aux panélistes comment faire pour accélérer l'élan au mieux – et non simplement le maintenir – sachant que le manque d'adaptation aux changements climatiques prend de l'ampleur au Canada. M^{me} McPherson propose quelques solutions. Comblé le déficit exige un gouvernement plus solide et plus brave qui prend les mesures nécessaires. Les administrations municipales doivent attirer plus d'investissements des marchés de capitaux, mais elles se butent à la méfiance des entreprises privées et à une incompréhension des outils financiers disponibles.

Présentation plénière — Cercles d'influence et réduction des risques de catastrophe

M. Doré et Arjun Vinodrai, directeur, Politiques stratégiques, Secteur de la gestion des urgences et des programmes à Sécurité publique Canada, font une présentation sur le renouvellement de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe (Plate-forme du Canada). Plus particulièrement, ils parlent de deux initiatives de la Plate-forme qui ont été conçues en réponse au besoin de maintenir l'élan entre les Tables rondes : GCcollab et Cercles d'influence.

M. Doré expose le contexte de la Plate-forme du Canada (voir la page 2). À la Table ronde de l'an dernier, à Halifax (Nouvelle-Écosse), les participants ont exprimé le besoin d'améliorer : la collaboration avec les intervenants, surtout du secteur financier; la collaboration entre tous les ordres de gouvernement, y compris avec les peuples autochtones; la sensibilisation à la Plate-forme du Canada; la mise en commun de renseignements au moyen d'un outil en ligne. Après cette consultation, les responsables de la Plate-forme du Canada ont créé une tribune en ligne sur GCcollab, dans le but de resserrer la collaboration et la mise en commun des renseignements. M. Vinodrai fait un résumé du site Web, lequel se veut une plateforme interactive conçue par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour resserrer la collaboration des intervenants et du gouvernement à des enjeux ou politiques d'intérêt commun. Sécurité publique Canada a créé un groupe sur GCcollab, dont la fonction est de permettre des discussions toute l'année sur la réduction des risques de catastrophe et de fournir une tribune pour faire participer les Cercles d'influence à la gestion des urgences.

M. Doré explique que les Cercles d'influence s'inscrivent dans un concept pilote qui découle de la Plate-forme du Canada, afin de mobiliser les réseaux existants et de travailler à l'atteinte des objectifs de réduction des risques de catastrophe, compte tenu du besoin d'accélérer l'élan et d'encourager un dialogue intersectoriel. Les Cercles d'influence sont des réseaux naturels, autodirigés, populaires et de collaboration. Ils sont le fruit des divers groupes de ressources au sein de chacun des organismes membres, et comptent des influenceurs qui pousseront les questions relatives à la

réduction des risques de catastrophe vers d'autres tribunes en vue de créer de nouveaux lieux de discussion. On insiste pour dire que les participants sont libres de créer d'autres Cercles d'influence sur des sujets qui les intéressent.

Séances en petits groupes du Cercle d'influence

Secteur privé – financier

Survol : Environ 20 personnes provenant des secteurs public et de la finance participent à cette séance de discussion en petits groupes. Chris Rol, du Bureau d'assurance du Canada, et Murray Journeay, Ph.D., Commission géologique du Canada, animent les discussions qui portent sur les trois questions suivantes : Quelles sont les priorités de votre secteur d'intérêt quant à la réduction des risques de catastrophe? Quelles possibilités ou quels réseaux existants peuvent être mis à profit pour donner suite à ces priorités? Quels défis font obstacle à l'avancement de ces priorités, et comment les surmonteriez-vous?

Messages clés :

- Les secteurs privé et public veulent relier les efforts d'atténuation et d'adaptation aux possibilités d'investissement, mais il faut pour cela compter sur un rendement économique viable; à lui seul, le devoir moral ne suffit pas.
- On suggère la conception d'une méthode pour monétiser la résilience ou élaborer en collaboration un programme d'incitatifs qui encouragerait les investissements.
- Il importe d'investir davantage dans la sensibilisation du public aux efforts d'atténuation et d'adaptation, dans l'optique d'attirer des fonds supplémentaires. Les gens doivent comprendre le « pourquoi ». Le recours à des moyens technologiques, comme les applications mobiles, favoriserait la dissémination de renseignements.
- Une compréhension commune des risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes serait très utile afin de réunir des organismes privés et des entreprises, même si chacun d'eux a ses priorités.
- En plus de mettre à contribution tous les ordres de gouvernement et la société civile, l'élaboration d'un système universel de classement pourrait encourager les investissements – par exemple, un système de classement des séismes applicable aux édifices. Les participants signalent en tout 16 possibilités de partenariat à saisir.
- Les participants soulèvent des obstacles, mais indiquent que le plus important est le manque de confiance au sein du secteur public et entre les secteurs public et privé.
- Le manque de confiance se manifeste de bien des façons, par exemple, la méfiance du public à l'égard des investissements des entreprises privées dans le secteur public; la méfiance du secteur privé à l'égard des possibilités d'investissement qui

risquent de se solder par un échec ou de mener lentement à la réussite; la méfiance du secteur privé en ce qui concerne le financement des collectivités exposées aux catastrophes s'il estime que le secteur public n'a pas déployé suffisamment d'efforts pour les rendre résilientes.

Engagement des jeunes

Survol : La séance sur l'engagement des jeunes débute par une mise en scène sur bande vidéo conçue par un jeune à Lac Mégantic (Québec) — la ville où, en 2013, le déraillement d'un train de marchandises laissé sans surveillance a provoqué l'explosion de nombreux wagons-citernes au centre-ville. Tout au long de la vidéo, les jeunes de la ville se font poser une série de questions sur leur participation à la vie communautaire et sur le sens qu'ils y donnent. Après la vidéo, des représentants du [projet EnRiCH](#) et du [ResiliencebyDesign Research Laboratory](#) font de courtes présentations, et il s'ensuit une discussion avec trois jeunes praticiens et étudiants du domaine de la gestion des urgences. L'animatrice, Tiffany Hill, adjointe à la recherche à l'Université Royal Roads, pose au groupe les questions suivantes que des jeunes ont préparées : Quels réseaux existants peuvent être utilisés pour accroître l'engagement des jeunes? Les jeunes participent-ils déjà? Comment pouvons-nous aujourd'hui mettre à contribution l'engagement des jeunes? Comment pourrions-nous utiliser les médias sociaux pour vous engager dans la réduction des risques de catastrophe? Comment engager les jeunes « non engageables »?

Messages clés :

- Des jeunes hommes et femmes, y compris des personnes provenant de milieux et de cultures variés, s'intéressent à des projets communautaires, même s'ils estiment que les jeunes n'y sont pas suffisamment représentés.
- Au moment de mobiliser les jeunes, il est important de tenir compte du fait que leurs parents ou tuteurs sont des éléments clés souvent exclus de la conversation. À titre d'exemple, bon nombre d'entre eux se fient à leurs parents ou tuteurs pour les reconduire à des activités. Les catastrophes et les questions climatiques doivent être examinées en gardant en tête le réseau de soutien des jeunes.
- Il importe que les jeunes s'intéressent personnellement à une question pour maintenir leur engagement. À titre d'exemple, une panéliste explique qu'il lui a été plus facile de parler de pratiques durables avec un jeune après avoir fait le lien entre ce concept et la coupe des nageoires des baleines.
- Il importe de mobiliser les jeunes à leur façon, ou « d'aller les retrouver » en ligne et hors ligne. Les jeunes délaissent les vieilles technologies comme Facebook et Twitter et se tournent vers des médias sociaux plus récents comme Snapchat et Instagram.

- Les jeunes, particulièrement les jeunes « non engageables », doivent se sentir libres de participer plutôt que d'y être forcés. Un premier pas important est de comprendre la cause de leur hésitation.
- Le groupe suggère d'établir un cadre pancanadien d'engagement des jeunes, en plus de créer un prix des jeunes afin de les encourager à participer à l'examen des questions relatives à la réduction des risques de catastrophe.

Gestion des urgences dans les collectivités autochtones

Survol : À la présente séance en petits groupes, qu'animent M. Diabo, Dan Peters, du Congrès des peuples autochtones, et Laurie Pearce, Ph.D., Justice Institute of British Columbia, les participants sont appelés à se répartir en cinq groupes pour examiner les trois questions suivantes : Quelles sont les priorités de votre domaine d'intérêt au titre de la réduction des risques de catastrophe? Quelles possibilités ou quels réseaux existants peuvent être mis à profit pour donner suite à ces priorités? Quels défis font obstacle à l'avancement de ces priorités, et comment les surmonteriez-vous?

Messages clés :

- Les participants discutent de l'importance de combiner le savoir traditionnel autochtone aux connaissances scientifiques dans les stratégies de réduction des risques de catastrophe qui se fondent sur des discussions bidirectionnelles franches.
- Les collectivités autochtones sont singulièrement touchées par les catastrophes, car elles s'ajoutent souvent à des traumatismes existants. À l'intention des intervenants et des résidents, il serait utile d'élaborer des programmes psychosociaux qui tiennent compte des traumatismes subis.
- On constate aussi le besoin de dresser des plans d'évacuation pour les collectivités autochtones éloignées, et de voir au bien-être constant des personnes évacuées.
- Il faudrait encourager la sensibilisation et la préparation des collectivités en mobilisant la population et en lui donnant une formation qui mise sur des modes de communication traditionnels et nouveaux. Cette sensibilisation devrait se fonder sur des évaluations des risques de dommage et de la vulnérabilité.
- Les stratégies de réduction des risques de catastrophe propres aux Autochtones pourraient être discutées à des conférences et tribunes existantes. L'accent devrait être mis sur les séances animées par des jeunes et des Autochtones. Il importe aussi de faciliter la participation des collectivités éloignées, et de mobiliser les populations métisses et inuites.

- Les participants ont cerné des obstacles et des solutions :

Obstacles	Solutions
<u>Culture actuelle</u>	
<ul style="list-style-type: none"> • Au Canada, les systèmes de gestion des urgences sont conçus par la culture dominante et se fondent sur des problèmes occasionnés par elle. • Les systèmes actuels ne sont pas assez souples pour répondre aux besoins uniques des collectivités. • Les objectifs communs font défaut et les priorités politiques diffèrent – la gestion des urgences est moins importante que d'autres questions pressantes comme le logement. • Les règles bureaucratiques relatives aux processus et règles de financement, les divers mandats du gouvernement et la méfiance générale font obstacle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Innover et décoloniser les systèmes de gestion des urgences et le leadership • Accroître la collaboration et la planification • Respecter les systèmes en place et mettre les Aînés à contribution • Travailler ensemble en poursuivant les mêmes objectifs en tant que partenaires et que collaborateurs à part entière
<u>Ressources et capacité</u>	
<ul style="list-style-type: none"> • Un financement durable et équitable à long terme accordé aux collectivités autochtones pour en faire de véritables partenaires. • Manque de capacité de nombreuses collectivités; la gestion des urgences n'est peut-être pas aussi prioritaire pour de nombreuses Premières Nations. • Manque de bénévoles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources, y compris du temps, accès, financement et capacité accrue • Soutien financier pour subvenir aux besoins des bénévoles qui participent à des activités de gestion des urgences
<u>Inclusion des collectivités inuites et du Nord</u>	
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de joindre physiquement toutes les collectivités isolées et reculées (l'interaction en personne est idéale, mais n'est pas toujours possible en ligne). • La capacité dans le Nord nécessite du financement; les réalités du Nord doivent être incluses. • L'isolement géographique et linguistique entraîne des coûts. 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement accru et facilité d'accès au financement pour couvrir les frais de déplacement des personnes qui se réunissent • Création d'un réseau en ligne pour relier les collectivités et créer des liens, et ainsi réduire l'isolement

Adaptation aux changements climatiques

Survol : Le présent groupe de discussion est animé par Monica Harvey, Chris Jennings, Ressources naturelles Canada, et Jodi Manz-Henezi, Ph.D., Institut de technologie du Nord de l'Alberta (ITNA). M^{me} Harvey et M. Jennings expliquent les efforts que leur ministère consent à l'adaptation aux changements climatiques, et les travaux permanents qui s'inscrivent dans la [Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques](#). Ils cherchent à mieux intégrer l'adaptation aux changements climatiques à la réduction des risques de catastrophe. M^{me} Manz-Henezi explique que le mandat de l'ITNA est de s'adapter aux besoins des Albertains, notamment au moyen de régimes améliorés de gestion des urgences.

Les animateurs séparent les participants en trois groupes afin de débattre des questions suivantes : Quelles sont les priorités en matière de réduction des risques de catastrophe dans votre domaine d'intérêt et comment l'adaptation aux changements climatiques influe-t-elle sur ces priorités? Intégrez-vous l'adaptation aux changements climatiques à vos mesures de réduction des risques de catastrophe? Si oui, comment? Quelles possibilités ou quels réseaux existants peuvent être exploités pour mieux inclure l'adaptation aux changements climatiques à la réduction des risques de catastrophe? Quels obstacles empêchent d'inclure l'adaptation aux changements climatiques à la réduction des risques de catastrophe, et comment les surmonteriez-vous?

Messages clés :

- Il est signalé que le défaut de s'adapter aux changements climatiques créera inévitablement plus de travail et coûtera plus cher à long terme. À titre d'exemple, les services d'intervention en cas d'urgence dans les collectivités prendront beaucoup d'ampleur.
- Les participants donnent des exemples d'intégration à leurs travaux de l'adaptation aux changements climatiques. Entre autres, des organismes de services municipaux qui présentent des seuils de risque bas en raison des services essentiels qu'ils fournissent, analysent les pressions qui pèseront sur les systèmes, aussi bien sur l'infrastructure que sur la qualité du service, en tenant compte des mesures d'adaptation.
- D'autres secteurs et groupes intègrent aussi l'adaptation aux changements climatiques à leur travail, dont les planificateurs de l'aménagement du sol et les sociétés d'ingénierie. On suggère que lier le financement à la démonstration de la manière dont les projets futurs tiennent compte du changement climatique pourrait en élargir encore sa portée.

- Les participants discutent aussi de la façon d'intégrer d'autres professions possédant une expertise de contribuer de manière significative à l'amélioration de la résilience ou ayant un produit ou service pouvant être largement appliqué à la Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques de Ressources naturelles Canada. Parmi les professions évoquées, notons les architectes et les planificateurs.
- Certaines autres professions, comme les associations d'enseignants, peuvent accroître la sensibilisation du public et la conscientisation. Des options pour travailler avec les enseignants et les provinces afin d'intégrer l'adaptation dans les programmes scolaires peuvent être explorées. De même, les associations communautaires et culturelles peuvent également être mieux impliquées dans les activités de sensibilisation liées à l'adaptation au niveau local.
- On indique qu'une stratégie de communication doit être élaborée pour dépolitiser la question des changements climatiques et intéresser le public à participer, car ce n'est pas qu'un problème technique ou isolé. À titre d'exemple, le public comprend-il ce que nous entendons par « résilience »?
- La stratégie de communication devrait aussi insister sur le besoin d'une terminologie commune qui facilite la collaboration à l'échelle de la société. À titre d'exemple, ce qu'une organisation qualifie d'intervention en cas d'urgence, une autre y voit la résilience aux changements climatiques ou la réduction des risques de catastrophe.
- La création d'un programme « Soucieux du climat » ou « Monde meilleur » assorti d'incitatifs, semblable à l'actuel programme « Energy Smart », pourrait éliminer les divisions politiques et récolter un solide appui du public.
- Comme il en a été question au cours des discussions sur le « Secteur privé – financier », le secteur privé doit investir davantage.

Clôture de la Table ronde

M. Tanguy prononce le mot de clôture et remercie tous les organisateurs et les participants d'avoir contribué au succès de la Table ronde. Il signale que le premier ministre a chargé le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile de « travailler en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les gouvernements autochtones et les municipalités à l'élaboration d'un plan d'action exhaustif qui permette au Canada de mieux prédire, se préparer, et répondre aux urgences liées au climat et aux désastres naturels ». À cette fin, M. Tanguy insiste pour dire qu'un éventail de partenaires doit former un leadership collectif afin de réduire les risques de catastrophe, et il ajoute que les Tables rondes annuelles fournissent une excellente occasion d'approfondir la discussion. Après les observations de M. Tanguy, l'Aînée Syexwaliya, de la nation Squamish, prononce un mot de clôture traditionnel.

Annexe – Évaluation et statistiques

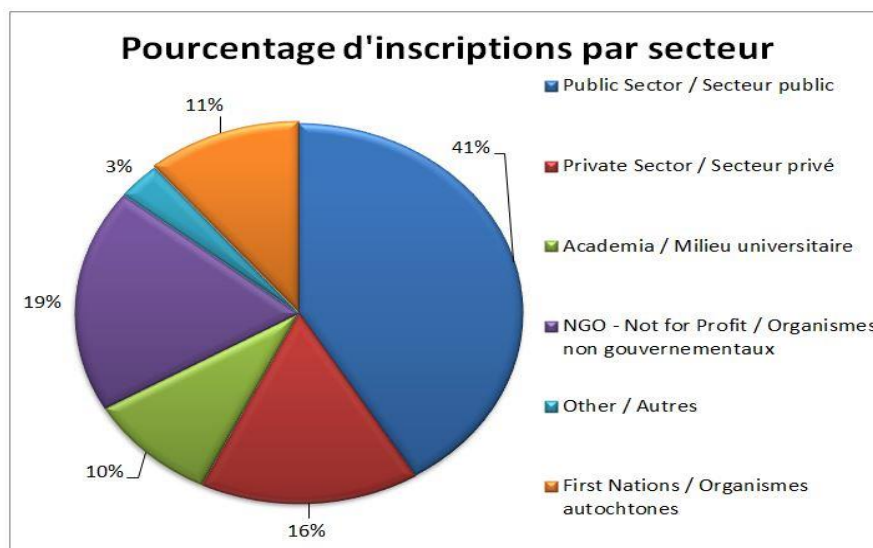
La Table ronde de 2018 a attiré 210 intervenants venus en personne, et un nombre incalculable de personnes ayant participé par vidéoconférence et téléconférence. Les personnes présentes représentaient un vaste échantillon de la société, y compris les secteurs public et privé, les organismes non gouvernementaux et sans but lucratif, les peuples autochtones, le milieu universitaire et le grand public.

Un questionnaire d'évaluation a été distribué aux participants à la Table ronde afin de recueillir leurs commentaires et d'étoffer la planification des prochaines activités. Les résultats complets du sondage sont exposés ci-après.

Résultats et faits saillants

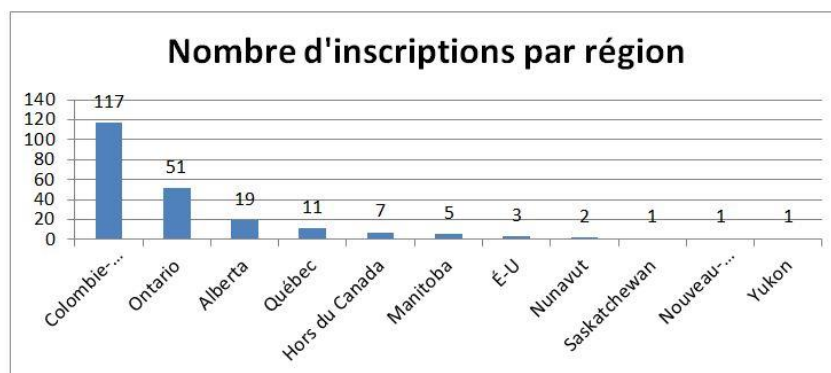
- 210 – Nombre total de participants présents à la Table ronde
- 65 – Nombre total de répondants au sondage
- 81% – Pourcentage total de répondants qui disent que, en général, la Table ronde a dépassé ou comblé leurs attentes
- 80% – Pourcentage total des répondants qui disent que les séances de discussion en petits groupes des Cercles d'influence ont dépassé ou comblé leurs attentes
- 63% – Pourcentage des répondants qui participaient à la Table ronde pour la première fois

Figure 1



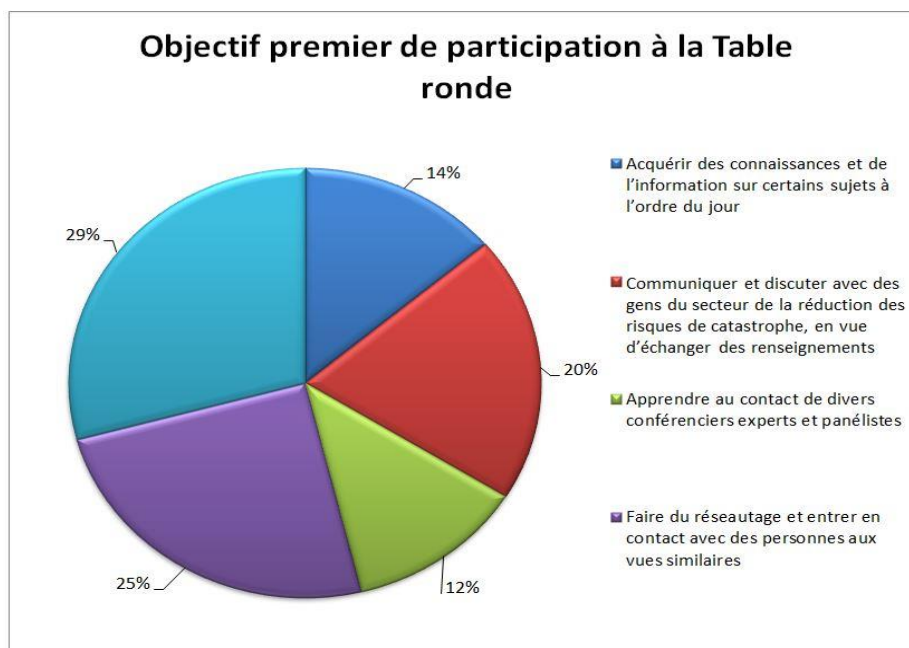
La figure 1 illustre le pourcentage de participants à la Table ronde par secteur. Parmi les répondants, 41% provenaient du secteur public; 16% provenaient du secteur privé; 19% provenaient du secteur des ONG et des organisations à but non lucratif; 11% se sont identifiés comme membres des organismes autochtones; 10% provenaient du milieu universitaire; et 3% appartenaient à la catégorie marquée « autres ».

Figure 2



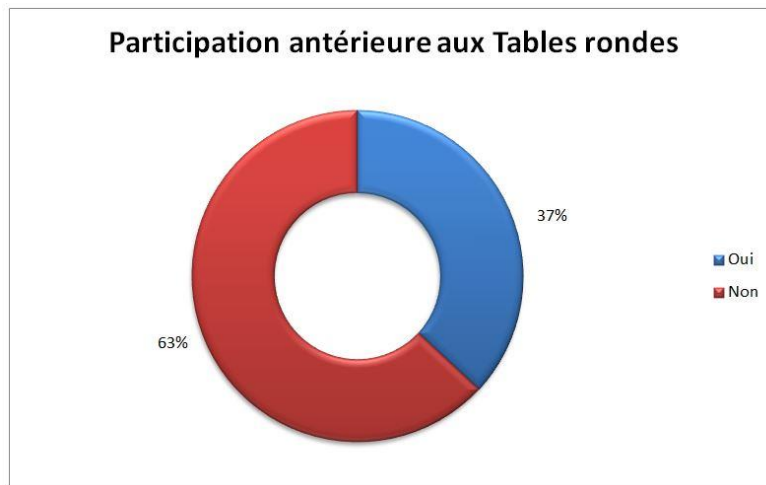
La figure 2 illustre le nombre de participants à la Table ronde par lieu géographique. Parmi les répondants, 117 venaient de la Colombie-Britannique; 51 venaient de l'Ontario; 19 venaient de l'Alberta; 11 venaient du Québec; 7 venaient de l'extérieur du Canada; 5 venaient du Manitoba; 3 venaient des États-Unis d'Amérique; 2 venaient du Nunavut; et trois participants venaient respectivement des 2 provinces et du territoire suivants : la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et le Yukon.

Figure 3



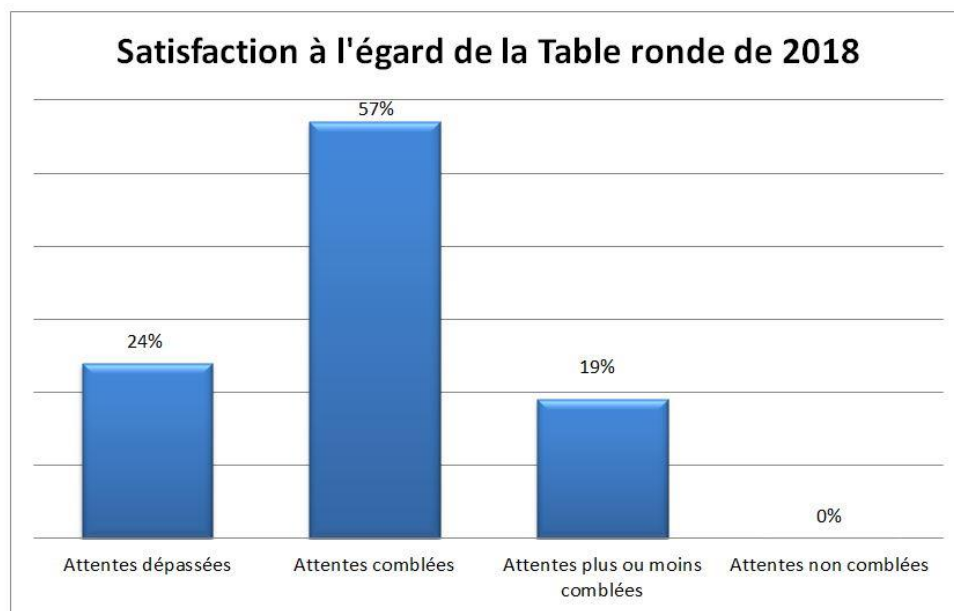
La figure 3 illustre ce que les participants à la Table ronde ont indiqué comme étant l'objectif principal de leur participation. Parmi les répondants, 25% ont indiqué que la création d'un réseau et la connexion avec des personnes partageant les mêmes idées constituaient leur principal objectif; 20% ont indiqué que leur principal objectif était de dialoguer avec d'autres personnes de leur secteur pour partager des informations; 14% ont indiqué que l'acquisition de connaissances et d'informations sur des points de l'ordre du jour ou des sujets spécifiques constituait leur objectif principal; 12% ont indiqué que leur principal objectif était d'apprendre de différents conférenciers et experts; et les 29% restants ont indiqué que tous les objectifs susmentionnés étaient importants pour eux.

Figure 4



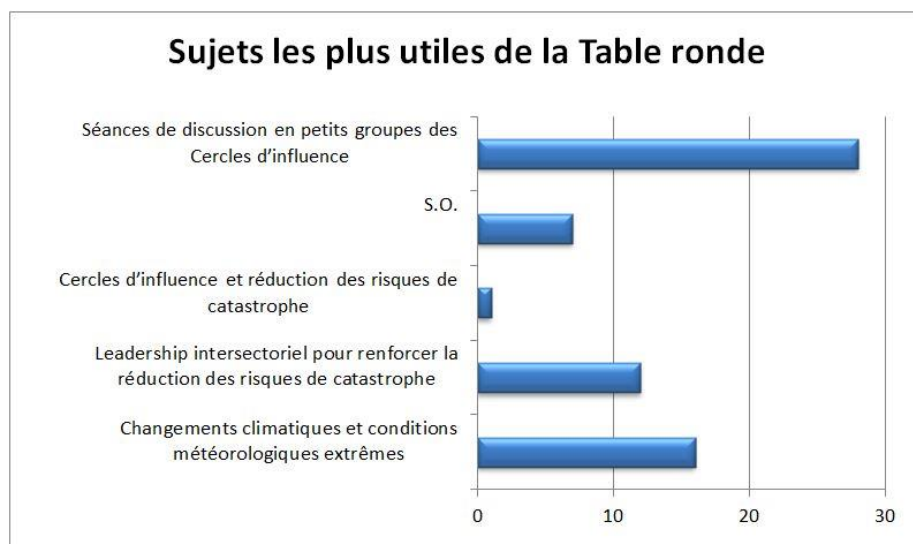
La figure 4 illustre le pourcentage de participants à la Table ronde qui ont assisté à des Tables rondes antérieures. Parmi les répondants, 37% ont indiqué qu'il ne s'agissait pas de leur première Table ronde, tandis que les 63% restants ont indiqué qu'il s'agissait de leur première Table ronde.

Figure 5



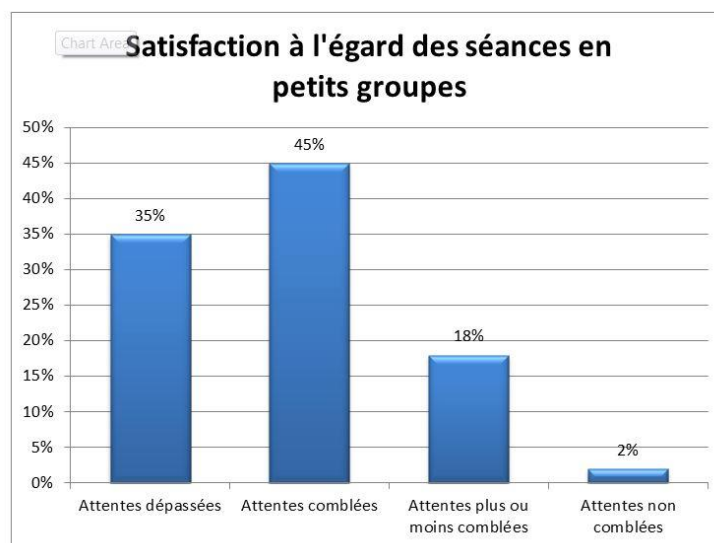
La figure 5 montre comment les participants à la Table ronde ont perçu leur expérience globale. Parmi les répondants, 24% ont indiqué que leurs attentes avaient été dépassées; 57% ont indiqué que leurs attentes avaient été comblées; 19% ont indiqué que leurs attentes étaient plus ou moins comblées; et 0% ont indiqué que leurs attentes étaient non comblées.

Figure 6



La figure 6 illustre ce que les participants à la Table ronde ont indiqué comme sujet le plus utile à l'ordre du jour. Parmi les répondants, 28 personnes ont indiqué que le sujet le plus utile était pour eux les séances de discussion sur les cercles d'influence; 16 personnes ont indiqué que la discussion de groupe sur les conditions météorologiques extrêmes et les marchés des capitaux était pour eux le sujet le plus utile; 12 personnes ont indiqué que la discussion sur le leadership intersectoriel pour renforcer la réduction des risques de catastrophe était pour eux le sujet le plus utile; et une personne a indiqué que la présentation sur les cercles d'influence constituait son sujet le plus utile. 7 répondants n'ont pas répondu à la question.

Figure 7



La figure 7 illustre la manière dont les participants à la Table ronde ont apprécié les séances de travail. Parmi les répondants, 35% ont indiqué que leurs attentes avaient été dépassées; 45% ont indiqué que leurs attentes avaient été comblées; 18% ont indiqué que leurs attentes étaient plus ou moins comblées; et 2% ont indiqué que leurs attentes étaient non comblées.